

4 ANS - 1er mai 1995

N° 981 - 988... 990... 993... 995 - 998... 1001

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

# le monde libertaire

adhérente à l'IFA

ISSN 0026-9433

5 AU 11 JANVIER 1995

N° 981

10,00 F



LOIN DE LA DÉMAGOGIE PRÉ-ÉLECTORALE...

## EXCLUS, AIDEZ-VOUS VOUS-MÊMES !

**Agir ensemble  
contre le  
chômage,  
ça marche  
en Gironde !**

**La lutte paye :  
1995, transports gratuits  
dans le département,  
demain partout !**

Depuis la marche des chômeurs du mois de mai, l'association « AC ! - Gironde » continue la mobilisation et l'organisation des chômeurs, précaires et salariés.

L'association s'est organisée en commissions : ANPE-ASSEDIC, transports, logement, action, abolition du chômage.

Le 13 juillet 1994, « AC ! » a manifesté dans l'ANPE principale de Bordeaux. Ses membres ont obtenu de débattre dans la salle d'affichage des offres d'emplois et non en catimini dans un bureau, avec les directeurs-adjoints de la région et du département. Face à leur refus de reconnaître le droit d'affichage et d'expression de revendication des chômeurs au sein des ANPE, les membres de « AC ! » sont restés dans ladite ANPE principale, jusqu'à 1 h du matin. A l'issue du feu d'artifice organisé ce soir-là à Bordeaux, les forces de l'ordre ont décidé d'en déloger les occupants.

Fin septembre et courant octobre, « AC ! » a mené diverses actions

(suite p. 6)

L'Hexagone a les yeux de *France Soir* pour l'abbé Pierre et la rue du Dragon à Paris. Mais l'exploitation médiatique de l'action des militants du DAL, si elle a forcé Jacques Chirac à la démagogie sociale, a focalisé le problème du logement sur la capitale.

En province, comme à Bordeaux (cf. article ci-contre), les demandes de réquisition de logements se heurtent « à l'absence de directives du ministère ».

A la « une » des journaux, on cherche à noyer le poisson quand les exclus sont au nombre de 5 millions...

Sous la pression de la rue, les pouvoirs publics vont-ils faire dans le social ? T.P.



## Algérie : l'histoire d'une révolution confisquée

400 000 F  
pour l'achat d'un local  
Radio Libertaire/  
le Monde libertaire  
SOUSCRIVEZ !

Il n'est pas possible de comprendre la situation algérienne actuelle sans fournir l'effort d'un retour rapide sur l'histoire de ce pays, en insistant particulièrement sur la lutte de libération entamée très tôt au XX<sup>e</sup> siècle contre le colonialisme qui y régnait en maître.

Edi Nobras (FA de Perpignan), nous fait ce rappel historique, dont voici la première partie. La seconde sera publiée dans notre prochain numéro.

**LE PASSÉ du Maghreb** — Jusqu'au VIII<sup>e</sup> siècle, l'histoire du Maghreb reste imbriquée dans celle de l'Orient arabe. Le Maghreb a adopté ce modèle lors du début de la conquête arabe,

qui a commencé en 670, et qui s'est terminée en 705 avec l'arrivée sur l'Atlantique de Moussa ibn Noçair. L'épopée va se poursuivre dans la péninsule ibérique et parviendra même en Gaule dès le début du VIII<sup>e</sup> siècle : Poitiers, Ramatuelle, Autun...

La résistance des populations rurales du Maghreb, peu romanisées et donc retournées à leur organisation berbère (barbare)

ancienne et plus libre, va se traduire par une lutte armée contre les troupes arabes. Des massifs irréductibles, comme les Aurès, résisteront longtemps, avec à leur tête la légendaire reine Kahina.

Au VIII<sup>e</sup> siècle, cette hostilité va se traduire au sein même de l'islamisme par l'apparition de « l'hérésie » khâridjite, face au sunisme et au chi'isme (1). L'hostilité berbère fonde une partie de sa fusion dans le khâridjisme sur son ascétisme et son égalitarisme. L'opposition aux exactions fiscales de la bureaucratie urbaine arabe et l'opposition au pouvoir central sont les caractères marquants de cette hostilité.

A partir de 910, les Fatimides, chi'ites, imposeront pour la première fois une unité dynastique sur l'ensemble du Maghreb. Seules les tendances « centrifuges » berbères combattront cet état de fait et, au XI<sup>e</sup> siècle, elles finiront par l'emporter et créeront des royaumes en Tunisie (les Zirides), au Maroc (les Zunètes) et en Algérie et dans le Constantinois (les Hammadites).

Il faut attendre le XII<sup>e</sup> siècle pour voir le Maghreb unifié dans un royaume arabe, avec l'avènement de la dynastie des Almohades de Ibn Toumert, originaire de l'Atlas marocain.

L'éclatement, un siècle plus tard, du royaume va donner naissance — et ce jusqu'au XVI<sup>e</sup>

— à la dynastie des Abdel Nadié, originaire de Tlemcen, en Algérie.

La « Décadence » arabe, entrevue dès le XIV<sup>e</sup> siècle au moment où les puissances d'Europe commencent à supplanter l'Orient, va aller en s'amplifiant. La pensée philosophique issue de l'islam va se formaliser et s'appauvrir au point de n'être plus qu'une religion.

En 1516, Khair al Dine (Barberousse), nommé beylerbey par le sultan ottoman, va créer l'Etat algérien. Jusqu'au XVIII<sup>e</sup> siècle, l'âge de la « course » (l'ère des corsaires) fera d'Alger une capitale brillante. Puis, l'activité des corsaires, regroupés en

(suite p. 4)



FOP.2520

STRASBOURG, LES 18 ET 19 NOVEMBRE 1994

# La citoyenneté en colloque...

Dans *Rien du tout*, film de Cédric Klapisch (1992), satire plutôt pertinente de la culture d'entreprise et de l'esprit de groupe, Lepetit, le PDG des Grandes Galeries (interprété par Fabrice Luchini), insiste sur l'importance de l'étymologie ; en l'occurrence à propos du vocable « compagnon », celui avec qui on partage le pain, donc copain. Risquons une recherche identique pour la citoyenneté. De « citoyen » (1793), individu considéré comme une personne civique, particulièrement National d'un pays qui vit en république, ou celui qui jouit du droit de cité sur son territoire (origine : fin du XVIII<sup>e</sup> siècle).

L'EXPOSÉ de Pierre Calame, président de la Fondation pour le Progrès de l'Homme, sise à Lausanne, illustra la césure entre la réflexion des intellectuels qui s'efforcent d'interpréter le monde et l'inaction des politiciens, en panne de projets mobilisateurs, d'imagination pour le transformer.

« Etre en prise sur son destin individuel et collectif, voilà ce qu'est la citoyenneté. L'exercer, c'est agir à l'échelle où les problèmes se posent et non pas là où les institutions existent... Il faut gérer la dialectique entre interdépendance et diversité... Se relier, accepter le dialogue, construire à partir de lui ». Généreuse profession de foi, contraste saisissant avec la réalité ! Le co-auteur pour la Commission Européenne du rapport sur l'exclusion en Europe constate non sans ambiguïté que « nos systèmes de représentation du monde ont évolué plus lentement que les progrès

techniques ». Comme s'il s'agissait d'une course de vitesse entre pensée, rêve d'une société plus humaine, plus conviviale, plus « intelligente » et toutes ces inventions en «...tique » ou en « nique » ! La « mort des

« ...transformer un maximum d'habitants de notre planète en clones consentants, en consommateurs béats... »

idéologies », célébrée dans la liesse de l'automne 1989 (2), n'arrange-t-elle pas au premier chef les néo-planificateurs qui poursuivent comme unique but de transformer un maximum d'habitants de notre planète en clones consentants, en consommateurs béats de produits similaires de Singapour à Bamako, d'Erfurt à Anchorage... Contrairement aux déclamations, empreintes d'un optimisme crétin, de Michel

Près de deux cents ans après la Révolution française, un des grands référents des social-démocraties, on conjecture autour du concept de citoyenneté. La difficulté d'en dégager une définition propre à rallier un maximum de suffrages ne provient-elle pas aussi du fait que nous ne disposons que d'exemples somme toute assez partiels de son exercice concret ? Le décalage entre discours et pratique sur le terrain ajoute au flou, génère un malaise que les III<sup>es</sup> Rencontres de la démocratie locale (les 18 et 19 novembre 1994 à Strasbourg [1]) en présence de quelque trois cents personnes n'ont certes pas dissipé complètement.

Extrait de *Pas de quoi jubiler !* (la Suisse vue par les dessinateurs romands), éditions A to Z.



Serres (3), les avancées technologiques, estampillées non sans cynisme de « révolutionnaires », se révèlent déjà aujourd'hui non seulement comme des facteurs supplémentaires de ségrégation, mais aussi comme des outils de domination dépassant les plus noires des prévisions orwéliennes. Les « autoroutes de l'information » que des technocrates échafaudent de concert avec les pontes de quelques mégagroupes multi-médias risquent très bientôt d'essorer jusqu'à l'insignifiance l'idée originelle de démocratie et de réduire la communication inter-personnelle à l'envoi « machinal » de messages, au besoin cryptés. La fascination quasi culturelle, acritique, devant les gadgets high-tech et les protocoles « interactifs » m'inquiète autant que les

opérations coups de poing, les contrôles au faciès, car participant de toute évidence également de ce « nouvel ordre gendarmique » (4) que préfiguraient au milieu des années soixante-dix les premiers fichiers informatisés, la militarisation à

« ...les principales décisions se prennent loin de nos bases, à l'abri des importuns : au FMI, au GATT... »

outrance, la criminalisation de toute contestation extra-parlementaire !

Patrick Viveret (5), président de l'Observatoire de la Décision Publique, aborda un point essentiel : *Où va l'argent, alors qu'en dépit de la dépression, l'accumulation de la richesse n'a cessé de croître ? Dans des échanges immatériels : 1 000 milliards de dollars se trimballent quotidiennement sur les marchés ; l'équivalent de 600 milliards de francs ne trouve pas preneur... »* Aussi, l'invention de nouvelles politiques locales, la revivification du tissu social éclaté, le traçage de perspectives pour développer l'emploi et favoriser l'insertion ne sauraient occulter que les principales décisions se prennent loin de nos bases, à l'abri des importuns : au FMI, au GATT, à la Banque Mondiale, à la Commission Européenne de Bruxelles (6), dans le directoire des multinationales...

On ne change rien fondamentalement si on ne bouscule pas radicalement l'ordre des choses !

Qu'il ne faille pas compter pour cette tâche sur la gauche ne constitue pas un scoop !

Des instances comme les conseils consultatifs des personnes âgées, des résidents étrangers, des jeunes (14-19 ans), comme par exemple à Strasbourg, ne servent-elles pas avant tout aux élus à marquer leur petite différence avec la « droite » ?

Par ailleurs, même si la citoyenneté ne se circonscrit pas au droit de vote, nombre d'immigrés s'étonnent qu'après treize ans et de demi de mitterrandisme, l'on spéculé encore : octroi de cette prérogative pour le scrutin municipal ou extension à d'autres élections !

D'ici juin 1995, forums et colloques se multiplieront. Comment y convier celles et ceux ordinairement exclus... des débats ? Il ne s'agit en fin de compte que de 99,95% de la population... ♦

RENÉ HAMM

(1) Premières Rencontres le 13 juin 1991 à Paris sur le thème « Renouvelons la citoyenneté » ; les secondes, également dans la capitale, portaient le 4 février 1993 sur « Environnement et citoyenneté ». Six associations organisèrent la troisième édition : l'Association pour la démocratie et l'éducation locale et sociale (ADELS), Pour l'autogestion, l'initiative locale et l'économie sociale (AILES), l'Observatoire de la Décision Publique, Europe 99, la Ligue des Droits de l'Homme et du Citoyen, la Fondation pour le Progrès de l'Homme. Au Palais des Congrès et de la Musique, une macro-structure pas vraiment propice à une réflexion sur les « micro-échelles » d'intervention.

(2) Chute du Mur de Berlin, le 9 novembre 1989. Quel observateur objectif osera un jour recenser les calamités provoquées par l'« ouverture à l'Est » dans des conditions éminemment sujettes à caution ? Qui eut le plus intérêt à accélérer le processus ? Qui tire un profit maximal des libertés obtenues ? Sûrement pas les peuples jadis sous le joug des dictatures...

(3) A « La Marche du Siècle » sur France 3, le 26 octobre 1994.

(4) Titre d'un essai de Philippe Meyer, en collaboration avec Hubert Lafont, aux éditions du Seuil, 1980.

(5) Un des chants, avec Pierre Rosanvallon, de la « deuxième gauche ». Les élites socialistes au pouvoir n'exploitent guère les idées novatrices qui germèrent dans le cerveau des duettistes.

(6) Comment se prétendre « écologiste » et soutenir Jacques Delors ? Et ce dès le premier tour...

Rédaction-Administration  
145, rue Amelot  
75011 Paris.  
Tél. : (1) 48.05.34.08.  
FAX : (1) 49.29.98.59.

le monde  
**libertaire**

## Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois	5 n° <input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois	13 n° <input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois	25 n° <input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an	45 n° <input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom ..... Prénom : .....  
Adresse .....  
Code postal ..... Ville .....  
Pays .....  
A partir du n° ..... (inclus).  
Abonnement de soutien   
Chèque postal  Chèque bancaire  Autre   
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)   
Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.  
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :  
145, rue Amelot, 75011 Paris  
Directeur de publication :  
André Devriendt  
Commission paritaire n°55 635  
Imprimerie : La Vigie,  
24, rue Léon-Rogé,  
76200 Dieppe.  
Dépôt légal 44 145  
1<sup>er</sup> trimestre 1977  
Routage 205 — La Vigie  
Diffusion SAEM  
Transport Presse

**P**ARUTIONS

**NPS DIFFUSION**

Le groupe Ne Plus Subir de Moselle/Bas-Rhin diffuse un certain nombre de brochures, revues, BD, cassettes, CD à des prix modiques (de 5 à 90 F).

Un catalogue est disponible (contre un timbre à 2,80 F) auprès de **Ne Plus Subir, BP 58, 67260 Sarre-Union cedex** (chèque à l'ordre du groupe).

**AGENDA**

Le groupe Région-toulonnaise diffuse l'agenda (240 pages) de El Paso (centre autogéré anarchiste de Turin). Adresses, photos, infos... Prix : 45 F (port compris). Chèque à l'ordre du **CECL, CECL, BP 54, 83501 La Seyne-sur-Mer**

**CALENDRIER-ALMANACH**

La liaison FA de Bellegarde-du-Razès a édité son calendrier-almanach 1995, *Brouillon de culture* (36 pages). Prix : 15 F (port compris). Chèque à l'ordre de **Pierre Girod, Pierre Girod, 11240 Bellegarde-du-Razès.**

**BROCHURES**

Le groupe de Nice édite *Les Révolutions russes* de Voline. 85 pages. Prix : 30 F (port compris).

Il reste quelques exemplaires de *L'Anarchie* de Sébastien Faure. Prix : 30 F.

Vente groupée du Voline et du Sébastien Faure : 50 F. Chèque à l'ordre de **ADCL.**

**ADCL, BP 171, 06303 Nice cedex 4.**

**FORUM de la LIBRAIRIE du MONDE LIBERTAIRE samedi 14 janvier 16 h 30 « Récits de Christiania » Jean-Manuel Traimond (Atelier de création libertaire) 70 F**

**Amies lectrices amies lecteurs**

L'an passé, nous étions obligé de faire appel à votre solidarité pour pouvoir boucler le budget de notre hebdomadaire. Cette année, l'exercice 1994 est équilibré. Cependant, la situation financière du ML reste fragile. Une hausse du prix du papier pouvant se monter à 30% est annoncée par les producteurs de pâte à papier pour ce mois de janvier.

Conscients des difficultés que connaît un nombre toujours plus croissant de nos lecteurs, nous avons décidé de maintenir le plus longtemps possible le ML à son prix actuel. Nous réfléchissons aux mesures techniques pouvant permettre au plus grand nombre de lecteurs de continuer à nous lire à un coût qui ne grève pas trop leur budget (par exemple, l'abonnement par prélèvement automatique trimestriel).

Cette fin d'année est aussi le moment de vous présenter un bilan de notre activité. Sans vouloir tirer une gloire inconsidérée, ni chercher à attraper la grosse tête, nous restons le journal le plus lu et le plus diffusé du mouvement libertaire, et de la presse révolutionnaire tout court (diffusion NMPP). Simple constat d'un travail consciencieusement fait, qui permet à toutes celles et tous ceux qui y contribuent de continuer une tâche souvent difficile. Nos lecteurs, s'ils ne nous ménagent jamais leur soutien, ne nous ménagent pas non plus leurs critiques. La discussion, la richesse du débat, la confrontation des points de vue dans le ML en sont la conséquence.

Quel est notre bilan pour 1994 ? Nos ventes en kiosque se maintiennent et connaissent pour certains numéros (lutte anti-CIP, Rwanda, lois Pasqua), des pointes qui montrent l'intérêt porté à notre analyse. Le nombre de nos abonnés est en hausse depuis deux ans, cela malgré l'effort financier que cela implique. L'abonnement, acte de soutien militant, démontre l'attachement à notre titre d'un grand nombre de lecteurs. Nos ventes militantes à la criée sont stables, même si leur nombre n'est pas encore suffisant pour assurer, par ce biais, une diffusion correcte sur l'ensemble du pays.

Des efforts ont été accomplis pour rendre notre journal plus attractif et pour en assurer la promotion : nous sommes sortis en deux couleurs avec un tirage élevé à l'occasion du numéro de « La Cinquième semaine de la presse à l'école », du numéro d'été et, dernièrement, lors de la publication conjointe avec *Umanita Nova* ; nous avons en ces diverses occasions augmenté notre pagination, ainsi que lors de la sortie du catalogue de notre librairie, dont le tirage fut là aussi augmenté pour que le ML parvienne gratuitement à plus de 3 500 clients de la librairie ; nous avons lancé plusieurs campagnes d'abonnements gratuits à 5 numéros ; nous avons édité une affiche pour faire connaître le numéro d'été, ce qui a permis à ses ventes de dépasser celles des numéros d'été des années 92 et 93.

Nous avons considérablement amélioré notre système de gestion et de suivi des abonnements.

Le journal s'est équipé de matériel moderne et performant : informatique, fax... D'ici quelque temps, nous adopterons le système « Numéris », qui nous permettra de boucler un peu plus tard et d'être plus en prise avec l'actualité.

Notre souhait d'acquiescer un local se situe dans cette optique d'évolution permanente. Elle devrait permettre au journal des anarchistes d'être toujours présent au siècle prochain.

Nous savons, bien évidemment, qu'il nous reste beaucoup à faire, tant dans le domaine du fond que de la forme, car le ML est loin d'être parfait. Nous savons qu'il est critiquable et critiqué, mais il a le mérite d'exister et de permettre au mouvement libertaire organisé de s'exprimer.

Il faut que 1995, année où le ML fêtera son centième anniversaire, soit une année remarquable à tous les niveaux. L'équipe, qui chaque semaine travaille à la sortie de l'hebdo de la FA, s'y emploiera de son mieux avec votre soutien. Nos projets et nos espoirs ne peuvent rester lettre morte. ♦

**JEAN-JACQUES LEGOIS (administrateur ML)**

**A** LA PETITE SEMAINE

**Ma terre dolorosa**

Quand des nationalistes rencontrent d'autres nationalistes de même origine, ils ne se racontent pas obligatoirement des histoires de nationalisme qui finissent bien. Il arrive même parfois qu'on compte les morts.

En Irlande, au Pays basque espagnol, en Corse et partout ailleurs, nombre de militants adeptes du fusil-mitrailleur émancipateur ont payé de leur vie un désir de trêve, une désobéissance ou un désaccord clairement exprimé sur les bienfaits des coups de flingue, plasticages, prises d'otages et autres joyusetés de la « lutte de libération nationale ». Car le patriote libérateur est ainsi fait que la moindre divergence le transforme illico, aux yeux du clan, en traître ou agent de l'étranger, qui ne peut trouver la rédemption qu'avec une balle dans la tête, administrée pour le bien de la cause par plus patriote que lui. Dieu reconnaît aisément les siens parmi « justiciers » et victimes, car tout finit ici et là par des prières, le pasteur ou le curé n'étant jamais loin derrière le discours nationaliste, à Belfast comme à Bilbao, à Bastia comme partout ailleurs.

Quant l'amour de la terre et des petits drapeaux entraîne le militant sur des chemins de « libération » ainsi parsemés de cadavres amis, on songe paisiblement à ce Brassens saute-frontières qui chantait naguère avec délice le chauvinisme crétin des « imbéciles heureux qui sont nés quelque part ». ♦

**FLORÉAL**

**BILLET D'HUMEUR**

**Une salle pour les athées**

La religion devient de plus en plus oecuménique et les dignitaires des nombreuses Eglises installées dans l'Hexagone se montrent de plus en plus coopératifs.

C'est ainsi que la commune de Saint-Aoustrille (36100) vient de s'équiper d'une « salle multiculturelle qui pourra accueillir les protestants, les israélites et les catholiques, qui foisonnent dans cette « importante » agglomération du Berry (181 habitants au dernier recensement).

Ce lieu de culte est annexé à la salle polyvalente, qui accueillera, elle, les concours de belote catholiques, les équipes de football protestantes et les laborieux juifs, très nombreux dans la région. La salle multiculturelle offrira des spectacles variés : *Œil pour œil, dent pour dent*, une très vieille légende signée Jéhovah ; *Tendez la joue droite*, une pochade de M. Jésus Christ et *Grillez-les*

*vifs* !, une pièce du sieur Calvin, auteur bien connu du XVI<sup>e</sup> siècle.

On regrettera l'absence d'une scène modulable en mosquée, qui nous eût permis des spectacles exotiques du meilleur effet, mais les promoteurs de cet édifice original n'ont pas tenu compte de l'éventuelle présence d'une communauté arabe. Un aménagement reste cependant possible pour un minaret ainsi que pour un mini temple bouddhiste, pliable et transportable.

Cet ensemble architectural indispensable est financé par l'Etat et la Région, c'est-à-dire vous et moi, comme il se doit.

J'ai adressé ce jour une demande au maire de la commune, afin qu'une salle soit réservée à la pratique de l'athéisme et de l'anticléricalisme. J'attends la réponse. ♦

**GUIMOU DE LA TRONCHE**

**G U S T A V L A N D A U E R**

TEXTE: YVES

DESSINS: OLT



Gustav Landauer

**Proclamation. Volksgenossen!**

Um nach jahrelanger Verurteilung anzukommen, hat das Volk die Wurst der Götter und Willkürherrschaften geliebt und die Regierung selbst in die Hand genommen. Die Bayerische Revolution ist hierdurch vollendet. Die oberste Aufgabe ist hier nun die Verwirklichung gewählter Arbeiter- und Bauernrat, der zwischen sich einigt die bis zum unabhängigen Volkswirtschaftlichen geschaffenen Wirtschaften. Er hat geschäftliche Verträge. Die ganze Wirtschaft hat sich des Volkswirtschaftlichen Regierung zur Verfügung gestellt. Generalversammlung mit Volkswirtschaftlichen (siehe unter anderem Bericht. Die gesamte Wirtschaft ist abgelehnt.

**Hoch die Republik!**

Der Arbeiter- und Bauernrat. Karl Glauer.



Commissaire à l'éducation lors de la proclamation de la République des Conseils en Bavière, Gustav Landauer (1870-1919) est un écrivain de grand talent. En 1908, il a publié un tract dans lequel on peut lire: «*Les groupes s'unissent en Communes de groupes et se réunissent selon les besoins en conseils généraux plus*

*ou moins grands; tous peuvent se fédérer avec tous; Fédération; pas d'instance centrale*». C'était déjà le principe des conseils. Mais Landauer espère donner à ces derniers une coloration originale: «*Le village socialiste, avec les ateliers et les usines communales, avec les champs, les prairies et les jardins... vous prolé-*

*taires des grandes citées, habituez-vous à cette pensée étrange et bizarre au premier accord, car c'est le seul commencement du vrai socialisme*». Le 1er mai 1919, les militaires reprennent un à un les quartiers de Munich aux ouvriers. Landauer tombe pendant les combats. Il y a 600 morts et des milliers d'arrestations.

# Algérie : l'histoire d'une révolution confisquée

(suite de la « une »)

une corporation (la Taïfa des raïs), se réduira considérablement face à la puissance maritime des pays d'Europe.

Se rabattant sur l'intérieur du pays, la monarchie élective des deys, qui gouverne à Alger, va s'allier aux tribus nomades *makhzen* (2), afin de pressurer les paysans récalcitrants.

Au terme de cette histoire pré-coloniale — la colonisation débute dès 1830 en Algérie —, il est possible de dire que des zones de dissidences étendues (des résistances locales fortes) subsistent, mais aussi que le sentiment d'appartenir à une grande communauté musulmane — l'Umma — ou tout au moins arabe, comme le berbérisme commun à tout le Maghreb, s'oppose ou gêne la constitution d'un sentiment national.

**La colonisation** — Commencée en 1830 par le débarquement français du 4 juillet, elle ne répond à l'origine qu'à des nécessités de politique intérieure française. Seule la révolte menée par l'émir Abd el Kader va conduire la France à poursuivre la conquête. En 1837, un compromis permet à la France d'occuper les côtes (Alger, Bougie, Bône, Oran, Blida, Médéa), en même temps qu'elle reconnaît le pouvoir de l'émir sur l'intérieur.

Bugeaud reprendra la lutte en 1840, et la fera durer jusqu'à la victoire, en 1847. La pacification durera encore un quart de siècle. La Grande Kabylie ne fera sa soumission qu'en 1857 et la Petite Kabylie en 1864. Les insurrections, du reste, se poursuivront en pays berbère (Moktrani en 1871), et c'est seulement vers 1880 que la « conquête » sera achevée après un demi siècle de guerre.

Entre 1892 et 1902, l'Algérie acquiert les institutions à partir desquelles elle va vivre jusqu'en 1947, caractérisées par l'autonomie financière et le renforcement des pouvoirs du gouverneur. Les colons vont bénéficier de tous les privilèges des citoyens d'une « démocratie européenne » (la France) quand les Musulmans seront soumis au statut de l'indigénat.

**La lutte contre la colonisation** — Entre la révolte d'Abd el Kader et l'insurrection de novembre 1954, près d'un siècle va s'écouler, siècle qu'il est possible de découper en trois périodes.

**Un soutien efficace pour le Monde libertaire : l'abonnement !**

**De 1830 à 1870.**

La résistance parmi les « élites urbaines » fut très vite brisée. Celle d'Abd el Kader fut paysanne. Elle se caractérisa par une lutte contre les féodalités. L'encadrement fourni par les confréries religieuses donnera à l'Etat créé par Abd el Kader le moyen de mobiliser les masses.

**De 1870 à 1920.**

Les paysans battus seront soumis aux exactions d'une nouvelle féodalité créée et mise en place par l'administration coloniale. C'est l'ère des bachagas et des caïds, véritables relais de l'administration française de laquelle ils tiennent pouvoir et richesse.

Le patriotisme rural est antérieur au nationalisme urbain. Les premiers protestataires des

**«...les notables sont prêts à accepter l'annexion pure, simple et définitive à la France.»**

villes iront même jusqu'à se désolidariser publiquement (à Constantine en 1871) des insurgés musulmans.

Entre 1900 et 1910, la revendication de la citoyenneté française sera avancée par les notables algériens, en contrepartie du projet français d'instaurer la conscription en Algérie. Sous réserve mineure du maintien d'un

statut personnel musulman, les notables sont prêts à accepter l'annexion pure, simple et définitive à la France. Cette thèse est défendue en 1912 par les journaux nationalistes : *le Rachidi* et *l'Islam* et, en 1920, par l'émir Khaled, petit fils d'Abd el Kader, et par Ferhat Abbas (jusqu'en 1954).

**De 1920 à 1954.**

Dans cette période nous allons assister à l'évolution du mouvement. Le nationalisme modéré de Khaled, élu en 1920 sur un programme d'assimilation complète, sera peu à peu délaissé surtout après que l'élection dudit Khaled aux municipales ait été annulée par l'administration.

Ferhat Abbas, président de l'Association des étudiants algériens musulmans, reprendra ce nationalisme à son compte. Elu conseiller général de Sétif (de 1933 à 1936), il proclame dans le *Jeune Algérien* sa fidélité à la France.

A partir de 1930, et sous la direction de Ben Badis, les Ulémas vont s'organiser au-delà du cadre religieux en avançant le mot d'ordre : « Instruisez-vous », donc... apprenez l'arabe. C'est le refus net de se laisser déculturer.

Tawfiq al Madani, qui publiera en 1932 une *Histoire de l'Algérie*, écrit : « L'islam est ma religion, l'arabe ma langue, l'Algérie ma patrie ».

Dès 1923, une attitude radicale se fait jour dans l'Etoile nord-africaine (ENA), constituée par les ouvriers émigrés de la région parisienne, dont Messali Hadj (né à Tlemcen en 1898). Ce mouvement revendiquera dès 1927 l'indépendance de l'Algérie et... la réforme agraire.

Le congrès musulman algérien de 1936 réclame l'assimilation totale, quand dans le même temps, le projet Blum-Viollette (Front populaire) n'accorde qu'une extension du droit électo-

**« En mai 1945, plusieurs milliers de victimes [...] ponctuent une période de grandes manifestations... »**

ral à « certaines catégories d'indigènes ». La rupture entre l'ENA et Parti communiste algérien (3) date de cette époque. Le PCA va alors s'allier aux modérés contre l'ENA, devenue le Parti populaire algérien (PPA) en 1937, parti qui réclame un « parlement algérien élu sans distinction par tous les Musulmans et colons ».

L'Union du Peuple algérien (UPA) de Ferhat Abbas, créée en 1938 autour de la conquête des droits de l'Homme et du citoyen, précise que « rattachement ne signifie pas assimilation ».

En 1943, Ferhat Abbas publie le *Manifeste du peuple algérien*, dans lequel il ne réclame pas

l'indépendance mais la « participation des Algériens au gouvernement de leur pays ».

En mai 1945, plusieurs milliers de victimes, des musulmans, ponctuent une période de grandes manifestations et une répression coloniale sauvage (exemple, les émeutes de Sétif).

En 1947, un statut établit une Assemblée algérienne constituée de deux collèges, élue au suffrage universel, assemblée sans aucun pouvoir réel.

L'Union des défenseurs du Manifeste algérien de Ferhat Abbas et le Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques de Messali Hadj ne se reconnaissent pas dans ces réformes. Le second pose même le préalable de la reconnaissance de la souveraineté algérienne.

Jusqu'en 1954, l'histoire ne sera qu'une suite de violations de ce statut, pourtant fort peu démocratique, par l'administration française elle-même. ♦

(1) Les khâridjites seraient sortis du « rang » lors de la bataille de Siffin qui opposait Ali à Mu'awiya en 657, d'où leur nom qui signifie « sortis ». Khâridjites veulent pouvoir juger l'imam coupable d'une faute grave et choisir librement l'imam, qu'il soit ou non Qorâichites (membres d'une famille — antérieure à l'islam — de la Mecque dont est issu Mahomet).

(2) Gouvernement des sultans ou trésor.

(3) En 1924, région algérienne du PCF, devient PC algérien en 1935.

(suite au prochain numéro)

## Mexique : quid de l'EZLN ?

**Les informations qui continuent à affluer du Chiapas concernant l'insurrection de l'EZLN sont contradictoires. Nous vous livrons ci-dessous la traduction d'un article paru récemment dans la presse libertaire ibérique. Il a le mérite de mettre en place un débat sur la nature profonde de l'EZLN.**

Le 1<sup>er</sup> janvier 1994, les paysans et indigènes de l'Etat du Chiapas, organisés au sein de l'Ejército Zapatista de Liberación Nacional, donnaient une leçon de courage et de dignité au monde entier, en interrompant le cercle vicieux de la peur au cri de « Terre et Liberté ».

Quelques unes des premières actions commises par les guérilleros dans les villes qu'ils libèrent durant la révolte (la destruction du registre de propriété et l'assaut des prisons pour en libérer les détenus) entrent en contradiction avec l'esprit des écrits et des décisions qui proviennent, apparemment, du commandement de l'EZLN. Par exemple, à travers des déclarations comme celle-ci : « Conformément à

cette déclaration de guerre, nous demandons aux autres pouvoirs de la Nation qu'ils restaurent la légalité et la stabilité de celle-ci en déposant le dictateur. » (Proclamation de la Selva Lacandona). Il en va de même pour l'acceptation d'élections présumées libres et l'organisation d'une Convention nationale démocratique préalable au scrutin afin d'étamer la stratégie à suivre pour un cheminement pacifique vers la « transition démocratique ». Pendant le déroulement de cette Convention, le commandant Marcos a déclaré qu'ils (les guérilleros) n'aspiraient pas à prendre le pouvoir, mais qu'ils aideraient les présents à s'en emparer.

Amado Avendano, membre du PRD, fut candidat au poste de gouverneur de l'Etat du Chiapas, et reçut l'appui unanime des participants de la Convention.

Toutes ces incongruités nous amènent à penser que l'EZLN n'est pas un bloc homogène, que ce soit au niveau de la direction politique et militaire du mouvement qu'à celui de la grande majorité des insurgés. L'attitude révolutionnaire de ceux-ci a des concomitances avec les insurrections libertaires qui se sont déroulées dans le monde. On pourrait penser que les objectifs de quelques fractions dirigeantes, une fois détruit le monopole du PRI, seraient : construire un Etat démocratique homogène selon le modèle européen, ou de préfigurer un gouvernement d'ouvriers et de paysans, ou bien la destruction de toute forme de pouvoir. Objectifs divergents dont seul le troisième serait en accord avec l'essence de la révolution du Chiapas.

Le PRI a gagné des élections entachées d'irrégularités que l'opposition politique, emmenée par le PRD, pense contester. L'EZLN fait un appel à la population pour manifester pacifiquement contre la fraude. Nous ne pouvons pas encore parler d'un résultat électoral définitif, mais indépendamment de cela, ce que nous pouvons nous demander c'est si les Chiapanèques aspirent réellement à la réalisation d'un « Etat démocratique » ou à quelque chose de plus simple comme de les laisser vivre en paix pour jouir de ce qui est à eux par loi naturelle : leur terre et leur culture. Que chacun en tire ses propres conclusions.

Mais il y a quelque chose qui est hors de doute : la capacité révolutionnaire des paysans et indigènes du Chiapas mérite notre plus sincère admiration. ♦

**Traduit de « SOLIDARIDAD OBRERA » (CNT-AIT de Catalogne), septembre 1994**

LA FRACTION ARMÉE ROUGE ALLEMANDE AU TRAVERS DES MÉDIAS FRANÇAIS

# Le « nouveau fascisme » continue

Loin de vouloir justifier les actions de la Fraction Armée Rouge, ainsi que le terrorisme en tant que méthode de la lutte des classes, Dimitri Pergament est persuadé de l'importance de faire connaître la vérité sur la RAF autant que le mensonge des mass-médias officiels qui concerne en particulier le mouvement anarchiste.

EN 1972, André Glucksman en exposant l'idée centrale du « nouveau fascisme » dans son article paru dans *Les Temps modernes*, « Nouveau fascisme, nouvelle démocratie » écrivait : « [...] le « nouveau fascisme » s'appuie, comme jamais auparavant, sur la mobilisation guerrière de l'appareil d'Etat, il recrute moins les exclus du système impérialiste que les couches autoritaires et parasites produites par le système [...]. La particularité du « nouveau fascisme » c'est qu'il ne peut plus organiser directement une fraction des masses [...]. Désormais, c'est la fascination elle-même qui est l'œuvre de l'appareil d'Etat. Police, justice, monopole de l'information, bureaucraties autoritaires qui assuraient jadis les arrières de la « révolution fasciste » doivent se battre maintenant en avant-poste » (1).

Quand la Rote Armee Fraktion (RAF) a parlé de « nouveau fascisme », c'est dans un sens qui est proche de celui d'André Glucksman. Aujourd'hui encore cela continue, surtout le « monopole de l'information » des mass-médias. La preuve nous a été donnée une fois de plus, le samedi 26 novembre dans une émission diffusée sur France 2 : « La 25<sup>e</sup> heure » — *Terrorisme : La Fraction Armée Rouge*. Que nous propose la télévision comme exemple : Silke Maier-Witt, ancienne membre de la RAF qui a dénoncé tous ses camarades pour sauver sa vie ! Cette trahison a permis en particulier à la police allemande d'arrêter Birgitte Hagemann et de tuer Wolfgang Grams pendant leur arrestation. Quelques mots à ce propos.

Le 27 juin 1993 à la gare d'une petite ville provinciale Bad-Klaimen (Meklenburg-Vorpomern, ex-RDA) la police a arrêté Birgitte Hagemann. Wolfgang Grams a essayé de s'enfuir. Pendant la fusillade avec la police, il a tué un officier de la brigade anti-terroriste. Ensuite, il a jeté son arme et s'est rendu ; pourtant un policier s'est avancé et a tué Grams. Selon la commission d'enquête, Grams a été tué d'une balle dans la tête à bout portant alors qu'il était déjà blessé. Cette histoire a fait l'effet d'une bombe dans l'opinion publique allemande. Une manifestation, qui a mobilisé dix mille personnes, a eu lieu dans la ville natale de Grams à Wiesbaden. Sous la pression de l'opinion publique et l'information diffusée dans la presse de gauche allemande, le ministre de l'Intérieur,

Rudolf Zaiters, a démissionné. Le Procureur général Alexandre von Schtall, qui a refusé de laisser sa place volontairement, a été « viré ».

Le scandale était particulièrement important puisque aucun des 80 policiers interrogés n'a revendiqué le fait d'avoir tué Grams. Cela a été suivi par d'autres mensonges de la police, ce qui n'est pas inhabituel dans le cas de la RAF.

Wolfgang Grams a été un militant de la « troisième vague » de la RAF. En 1992, la RAF avait promis au gouvernement d'arrêter la lutte armée contre l'Etat, si ses prisonniers, surtout ceux grièvement malades, étaient libérés.

Mais après l'exécution de Grams, la RAF a envoyé un communiqué dans la presse en menaçant de venger la mort de Wolfgang Grams.

Silke Maier-Witt, elle-même recherchée depuis 1971, n'a jamais été dénoncée par ses camarades, ni ceux de la première vague de militants de la RAF, ni de la seconde. Alors pourquoi parler d'elle, surtout que ce n'est pas le premier traite de la RAF ? Pourtant, ce n'est pas elle

« Les membres de la RAF ont toujours été privés de parole dans la presse écrite »

qui attire notre attention mais la télévision française, notamment France 2. Les membres de la RAF ont toujours été privés de parole dans la presse écrite, comme dans les autres médias. Tout ce qui a pu être dit venait d'articles, de livres, d'émissions de critiques de la RAF, ou quelque chose sorti d'une plume des « repentis », comme d'ailleurs cette émission du 26 novembre. Tout ce qui a été publié, sans exception, pendant plus de 20 ans en faveur du groupe était le fruit des sympathisants de la Fraction Armée Rouge. Même son propre nom a été interdit. Bien que la RAF ait eu un discours politique élaboré et cohérent, il lui a toujours été d'emblée dénié tout caractère politique : le groupe est presque toujours désigné sous le nom de « Bande à Baader » ou de « Groupe Baader-Meinhof » et « Meinhof-Mahler », l'appellation « RAF » est ignorée par une majorité et n'est que très rarement utilisée.

Andreas Baader, Ulrike Meinhof et Horst Mahler étaient des militants

de la première vague et officiellement les fondateurs de la Rote Armee Fraktion.

Le 4 décembre 1974, Jean-Paul Sartre a rendu visite à Andreas Baader dans la prison « légendaire » de Stuttgart-Stammheim, et a déclaré dans une conférence de presse que les conditions de détention réservées aux prisonniers de la RAF auraient été dignes du régime nazi.

Alors, pourquoi cet honneur donné à Silke Maier-Witt ? Tout simplement pour sa trahison, pour sa dénonciation de camarades, pour sa collaboration avec l'accusation.

Ceux qui s'intéressent à la RAF ont pu imaginer qu'il y aurait beaucoup de mensonges. Tout d'abord, l'émission a commencé par un mensonge : trois ex-membres de la RAF ont confirmé que dès le début de toute participation aux activités du groupe, il n'était pas possible de faire un pas en arrière. Aucun retour n'était possible.

La Fraction Armée Rouge, pourtant, a toujours affirmé la liberté de choix personnel de chaque individu. « Il y a eu des séparations avec des personnes qui ne voulaient plus faire le travail, qui ne voulaient plus le faire parce qu'ils avaient compris ce que voulait dire l'illégalité, ce que voulait dire lutte armée. Ce fut une décision parfaitement libre de leur part. Et c'était juste qu'ils s'en aillent - cela aurait été fou de les retenir, parce qu'une pratique commune ne leur aurait plus été possible de toute façon. » (2)

Cela me paraît totalement clair et honnête. Et, en outre, ce qui est essentiel, jamais le groupe n'a chassé quelqu'un, cela ne s'est jamais passé ainsi, ce n'était pas dans la structure du groupe. Ensuite, ce qui définit cette émission, c'est que ces trois ex-membres de la RAF sont des traîtres. Personne, resté fidèle, n'a eu la chance de s'exprimer. Silke Maier-Witt, Peter Jürgen Book, Werner Lotze... tous les trois ont dénoncé leurs camarades.

Le personnage principal de l'émission, Silke Maier-Witt, est la fille d'un ancien nazi et une « gosse de riche ». C'est la guerre du Vietnam qui l'a poussé à participer au mouvement d'extrême gauche. Donc, le fruit d'un ancien nazi, finalement repent, est devenu le personnage principal, l'exemple que nous montre la télévision.

Le sujet principal de l'émission, c'est la prise en otage du PDG du patronat allemand en 1977, Hans-Martin Schleyer, et ensuite son exécution. H.M. Schleyer n'était pas un simple fonctionnaire. De membre fidèle de l'Hitler-Jugend (la Jeunesse hitlérienne), il devint officier de la SS pendant l'occupation de la Tchécoslovaquie. On nous a montré la demande de Schleyer au gouvernement allemand de céder, ce qui lui a

été refusé. Une image assez caractéristique de la social-démocratie allemande.

Le mensonge essentiel de l'émission a été le « suicide » des prisonniers de Stammheim après l'échec de l'action Schleyer pour les libérer. Déjà pendant l'enlèvement, la presse réactionnaire allemande a proposé de faire des prisonniers de Stammheim des otages, en échange de la libéra-

«...la RAF a toujours défini le "nouveau fascisme" comme l'intégration de chaque individu dans le système impérialiste...»

tion de H.M. Schleyer. Après son exécution, le 18 octobre 1977, au matin, on a annoncé la mort d'Andreas Baader, Jan-Carl Raspe et Gudrun Ensslin, une quatrième prisonnière Irmgard Möller a été retrouvée dans un état grave, la poitrine lacérée de coups de couteau. « Suicide collectif », dit la version officielle.

Mais cette fois, les contradictions des rapports officiels sont encore plus flagrantes que dans le cas de la mort d'Ulrike Meinhof : la balle qui a provoqué la mort d'Andreas Baader est entrée dans la nuque pour ressortir par le front, les traces de poudre se trouvaient sur sa main droite alors qu'il était gaucher ; l'arme qui aurait servi au « suicide » de Jan-Carl Raspe a été retrouvée dans sa main, alors que tous les médecins légistes s'accordent pour dire que le suicide laisse échapper son arme ; enfin des hématomes suspects sont observés sur le corps de Gudrun Ensslin. Comment des armes auraient-elles pu être introduites puis dissimulées à l'intérieur de la prison de Stammheim, une prison de haute sécurité, fermée même pour les journaux et les lettres ? Ensuite, deux semaines plus tard, Ingrid Schubert, militante de la RAF arrêtée en octobre 1977 et condamnée à 13 ans de prison, est retrouvée pendue dans sa cellule de la prison de Munich-Stadelheim. Comme Andreas Baader, Gudrun Ensslin, Jan-Carl Raspe et Irmgard Möller, Ingrid Schubert figurait sur la liste des prisonniers dont le commando Siegfried Hausner demandait la libération, lors de l'enlèvement de H.M. Schleyer. Enfin, Klaus Croissant, un avocat des prisonniers de Stammheim et fondateur du Comité contre la torture, qui a demandé l'asile politique à la France à la veille de son extradition, le 16 novembre 1977, écrivait dans une lettre adressée à l'opinion publique : « Je ne vais jamais mettre fin à ma vie par suicide. Si on devait apprendre ma mort dans une prison allemande, ne croyez pas aux mensonges de mes assassins ». Cette

lettre inspira les déclarations cyniques du procureur fédéral de Stuttgart : « Maintenant personne ne sera étonné si on apprend que Klaus Croissant s'est suicidé, après la lettre qu'il a écrite » (3).

En conclusion de cette émission diffusée sur France 2, trois traîtres repentis ont été choisis pour représenter la Fraction Armée Rouge. En bégayant timidement, ils ont quand même reconnu vers la fin de l'émission le fait de trahison, en disant qu'ils étaient faibles. Ils étaient convaincus que la trahison était leur seule chance de recouvrer la « liberté ». Voyons ceci. Le 2 mai 1994, le président allemand Richard Vaitzcker a gracié Bernhard Rössner, un membre de la RAF condamné à perpétuité pour une prise d'otages en 1975 à l'ambassade de la RFA à Stockholm. Il a passé presque 19 ans en prison. Bernhard Rössner était très épuisé (il a tenu six longues grèves de la faim), à demi paralysé et, selon les médecins, psychologiquement « à la limite ». Comme par hasard, nous n'avons pas vu Bernhard Rössner dans cette émission.

En outre, la RAF a toujours défini le « nouveau fascisme » comme l'intégration de chaque individu dans le système impérialiste, qui serait préparée et dirigée de manière centrale par la force grâce à l'établissement d'un fichier de la police. « Le « nouveau fascisme » est comme l'ancien, il exige du citoyen qu'il s'identifie à l'Etat, intériorise les valeurs dominantes et adhère sans réserve à la politique du gouvernement » (4).

Ceci, à mon avis, convient parfaitement au cas des trois traîtres de la RAF qui ont, avec l'aide de la télévision française, très bien réalisé ce but de s'identifier à l'Etat et d'intérioriser ses valeurs. Aujourd'hui, ils continuent leur vie, vaincus par le « nouveau fascisme » qui était leur ancien ennemi. ♦

DIMITRI PERGAMENT  
(FA - Paris)

(1) André Glucksman, « Nouveau fascisme, nouvelle démocratie » in *Les Temps modernes*, mai 1972, p. 315.

(2) *Textes de la RAF*, éditions Maspéro, Paris, p. 152.

(3) Lettre du procureur Heissler du 23 décembre 1977, citée dans *Libération* du 27 janvier 1978.

(4) Anne Steiner et Loïc Debray, *La Fraction Armée Rouge — Guerilla urbaine en Europe occidentale*, éditions Méridiens-Klincksieck,

**AUTOCOLLANT « LE KID »**  
Le groupe Région-toulonnaise a réédité l'autocollant « Lisez le Monde libertaire », agrémenté du Kid et d'un A cerclé.  
50 F les 50 exemplaires  
65 F les 100 ex. et 200 F les 500 ex. (port compris).  
Chèque à l'ordre du CECL  
A commander au CECL, BP 54, 83501 La Seyne-sur-Mer cedex.

# Agir ensemble contre le chômage, ça marche en Gironde

(suite de la « une »)

« bus gratuits », avec la distribution de faux tickets et des signatures de pétitions. Il s'agissait là de l'opération « *Secouons-nous les bus !* ». Après un débat dans les médias, la Communauté urbaine de Bordeaux et le Conseil général ont voté, fin décembre, la gratuité des transports en commun pour les chômeurs et précaires. Exactement, il s'agit de la gratuité dans les bus urbains pour les RMistes, CES et chômeurs indemnisés jusqu'à 70% du SMIC, résidant au sein de la Communauté urbaine de Bordeaux. Pour le Conseil général, seule l'enveloppe a été votée. Il reste à négocier entre cinq allers-retours gratuits par mois et/ou la prise en charge de 90% du prix des billets sur les transports du département.

Pour « AC ! - Gironde », la revendication reste la gratuité des transports pour les chômeurs et précaires (RMI compris), indemnisés en dessous du SMIC, sans condition de résidence.

Le 15 novembre 1994, « AC ! » a organisé « la journée de solidarité avec les sans-logis » ; on a alors planté la tente et installé des barbeques sur une des places centrales de Bordeaux, située dans un quartier

bourgeois. Ceci a ainsi fait porter le débat sur la loi de réquisition et les logements vides au travers des médias locaux. Cette date, à caractère national, était celle retenue lors des rencontres nationales des 15 et 16 septembre 1994. L'ensemble des autres collectifs « AC ! » a préféré différer cette manifestation au 21 décembre.

Le 15 décembre, « AC ! » a manifesté avec le collectif « Un Toit, un Droit », dont l'association fait partie avec le Mouvement du Ras-le-Bol, l'APEIS, la Confédération nationale du Logement, la CGT, la FA, l'OCL, le PC, la LCR... Symboliquement, il a été procédé à l'occupation d'un ancien hôpital désaffecté (1), ceci visant à le proposer comme logement d'urgence pour les sans-logis et à dénoncer les menaces de spéculation immobilière dans un département où il y a plus de 25 000 logements vides. A la suite de cela, il a été procédé à l'inauguration d'un local squatté par « AC ! » avec le concours de squatters qui habitent dans les appartements situés dans les étages. En effet, l'association est précaire, et donc sans véritable local, autrement que provisoire, à ce jour (2).

Actuellement, est menée l'enquête « AC ! - Gironde » dans les ANPE du département. Les résultats devraient bientôt être connus. Pour mener l'enquête d'une ANPE à l'autre, Les « bus gratuits » sont utilisés pour mener l'enquête d'une ANPE à l'autre ; les salles de réunions de l'ANPE sont utilisées pour faire les sondages, fruits du dialogue avec les « usagers ».

Les caractéristiques de « AC ! - Gironde » sont la diversité de ses

## Renverser le « défaitisme social » ambiant

membres et le fort investissement des chômeurs et précaires, avec des salariés plutôt anciens militants ou anciens chômeurs.

La lutte est définie ainsi : ni l'illégalité totale marginalisante, ni la légalité stricte face à l'insupportable ! L'illégalité totale est incompatible avec le rapport des forces actuel. Le respect de la légalité est injustifiable en raison de la situation de misère et d'inégalité acceptée par la loi, mais pas encore acceptée en totalité par une grande partie de la population. D'où la légitimité d'être à la frange de la légalité (squatts, occupations de lieux publics, transports sans titres et en manifestation...)

Le rôle essentiel de ces luttes n'est pas de gagner sur le terrain du rapport de force « militaire », mais de gagner sur le rapport de force politique en interpellant la « conscience des citoyens » et en faisant vaciller le consensus social.

« Si les « plus dépossédés » ne disent rien, c'est qu'ils acceptent leur sort, et qu'il est donc légitime. Ils

doivent avoir une responsabilité quant à ce sort. Cela ne peut donc m'arriver !... Tel est le discours qu'il faut briser avant qu'il ne soit formulé. Cela doit se faire en réalisant l'union des « plus dépossédés » avec les autres « dépossédés » contre les possédants, les capitalistes !

Les « victoires » politiques permettent de négocier quelques acquis, aussi minimes ou ridicules soient-ils, comme le droit d'affichage des coordonnées des associations de défense des chômeurs dans les ANPE, le droit d'utiliser les salles de réunions des ANPE ou, un plus important, les transports gratuits pour les chômeurs et précaires. Ces acquis ont pour objectif de renverser le « défaitisme social » ambiant.

Reconstruire l'espoir et la confiance dans la lutte sociale est notre rôle d'anarchistes militants ! Confrontés à l'absence de prise en charge de leurs problèmes par les syndicats, les « plus dépossédés » se réapproprient la lutte par l'organisation et l'action directe à « AC ! ».

« AC ! - Gironde » est une association — loi 1901 — où militent des chômeurs, des précaires, des RMistes, des sans-logis, des salariés syndiqués ou non. Chaque individu vaut l'autre. Nous recherchons le consensus, la position la plus synthétique et nous n'avons recours au vote qu'après débat pour trancher des options contraires du quotidien (par exemple, le montant des cotisations). S'il n'y a pas consensus sur les grands débats, comme les moyens de l'abolition du chômage, ces thèmes restent en suspens ou en débat. Ceci est nécessaire à la cohésion du groupe afin que nul ne se sente exclu ou minoritaire. Ceci n'est pas le fait d'une loi écrite mais le constat de notre pratique quotidienne, tant en commission qu'en assemblée générale mensuelle.

Pour l'instant, nous avons à peu près réussi à ce que les situations ou points de vue différents des chômeurs et des salariés ne nous empêchent pas de voir et de prendre en compte le point de vue de l'autre. Ceci est d'autant nécessaire que les salariés sont à peu près convaincus qu'ils peuvent devenir chômeurs, voire sans-abri et que les chômeurs sont convaincus qu'ils peuvent redevenir salariés, tout ceci même pour peu de temps !

Notre plus grande difficulté consiste à joindre les salariés installés, qui préfèrent ne voir leur situation qu'immédiate et donc comme stable sur le très court terme. La peur est grande d'imaginer le moyen et le long terme.

Nous avons à leur dire que l'espoir réside dans la lutte en ayant les yeux ouverts sur les dangers de demain.

Le combat est anarchiste car le terrain des luttes sociales est le nôtre, mais pas qu'anarchiste, il est potentiellement anticapitaliste car le capitalisme est une des causes principales et actuelles des inégalités, il est antifasciste car il donne les moyens aux dépossédés de s'auto-organiser en refusant le discours démagogique et populiste des boucs émissaires et du rejet de l'autre.

Agir ensemble contre le chômage veut dire aussi ensemble quel que soit la couleur de la peau ou l'accent de la langue. ♦

**GRUPE EMMA-GOLDMAN**  
(7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux.  
Tél. : 56.81.01.91)

(1) L'ancien hôpital des enfants, cours de l'Argonne.

(2) « AC ! - Gironde », 18, rue Neuve, 33000 Bordeaux. Tél. : 56.52.22.62.

N.B. : Le mardi 27 décembre, des SDF ont entrepris de camper devant la mairie de Bordeaux. En date du 31, ils y étaient encore.

## Répression anti-syndicale à la Poste Paris 16 Passy

Durant la grève unitaire (CGT, SUD, CNT, FO, CFTD) dans les PTT qui se déroula du 18 au 24 octobre 1994 pour protester contre la suppression de 50 emplois à la Poste de Paris 16, un piquet de grève avec blocage du bureau fut mis en place, les 19 et 20. Ce piquet fut suivi par plus d'une centaine de personnes.

Le jeudi 20, la direction fit appel à un huissier pour constater le blocage du bureau et lui désigna quelques noms (pas spécialement pris au hasard) parmi la centaine de grévistes.

Lors des négociations, il fut promis qu'aucune poursuite judiciaire ne serait entreprise. Mais quelques semaines avant Noël, certains agents ayant participé au piquet recevaient une lettre de rappel leur signifiant que s'ils recommençaient un piquet, ils risqueraient d'avoir des problèmes : mises à pied, atteinte à la carrière de fonctionnaire...

Concernant le traitement au cas par cas des dossiers disciplinaires, celui de la CNT a été étudié avec le plus grand soin. Le dossier a été transmis à la Direction Ouest de Paris. Le chef de centre de Paris 16 s'appuie sur des antécédents disciplinaires pour justifier des poursuites bien réelles (une grève = un blâme ; une récidive = une mise à pied). Au travers de deux de ses militants sanctionnés, Serge Reynaud et Gilles Béranger, dont l'un était absent du piquet lors du constat d'huissier, c'est la CNT qui est touchée. Quand la Direction se sentira plus forte, ce sera d'autres militants d'autres syndicats qui seront touchés. Contre la menace des sanctions, il est demandé que des messages de protestation soient adressés à M. Mahé, Direction opérationnelle de Paris-Ouest, 6, rue François Bonvin, 75737 Paris cedex 15. Fax : 44.49.14.14 (une copie est à adresser à M. Vilanova, DETAP de Paris 16, Poste, 40, rue Singer, 75775 Paris cedex). ♦

D'après des informations transmises par  
**Raphaël Romnée**  
(secrétaire du Bureau régional CNT)

N.B. : transmettez un double de vos courriers de protestation adressés à La Poste au syndicat CNT-PTT, 33, rue des Vignoles, 75020 Paris.

## Associations

### PARIS : MEETING SYNDICALO-HARDCORE

Kochise et Toxic Grafty vous invitent à un meeting syndicalo-hardcore, le samedi 7 janvier, au **Bar associatif de Montreuil, Le Vendémiaire, 33/35, rue François-Arago (M° Robespierre), 93100 Montreuil. Tél. : 42.87.48.26.** Intervention de Autonomia Indígena (Orléans). 18 h : ouverture de la soirée de soutien à l'Awareness League (syndicat anarchiste nigérian, adhérent à l'AIT, investi dans les récentes luttes syndicales et ouvrières contre la dictature au Nigeria) ; 19 h 30 : concert de Autonomia Indígena ; 21 h 30 : repas végétarien et discussions. Tables de presse.

### LILLE : CCL BENOÎT-BROUTCHOUX

Du 12 au 21 janvier, le Centre culturel libertaire Benoît-Broutchoux organise une quinzaine sur les médias : « Médias-mensonges/Médias en liberté ».

Le samedi 14 janvier, à 15 h, un forum est organisé autour des médias alternatifs, avec AKT (fanzine lillois, réalisé par le groupe autonome anarchiste Aktion), Roger Noël, dit Babar, pour *Alternative libertaire* (mensuel bruxellois), Pierre Behague pour Radio Campus, Michel Collon (journaliste belge, auteur de *Attention médias, les médias-mensonges de la guerre du Golfe, Manuel anti-manipulations*), Yves Peyraut, auteur d'un ouvrage sur

Radio Libertaire et *Zonart* (journal d'humeur lillois pour la réouverture des... raisons closes !).

Trois films impertinents seront présentés :

— le jeudi 12 janvier, à 20 h : *Les Années Libé*, réalisé par Michel Kapture (1992), l'histoire du quotidien Libération des années gauchistes aux années fric ;

— le jeudi 19 janvier, à 20 h : *Aux quatre coins coins du Canard*, réalisé par Bernard Baisat, le Canard enchaîné des origines à nos jours ;

— le samedi 21 janvier, à 15 h : *Chomski, Les médias et les illusions nécessaires*, réalisé par M. Achbar et P. Wintonick, le seul film sur Chomski, le militant, face aux médias américains.

Toutes ces manifestations se dérouleront au CCL, 1-2, rue Denis-du-Péage, à Lille (M° Fives).

### MARSEILLE : CONFÉRENCE DU CIRA

Le Centre international de recherches sur l'anarchisme vous convie à une conférence donnée au **3, rue Saint-Dominique (angle place des Capucines), métro Saint-Charles**, le samedi 14 janvier, à 18 h, par Henri Portier, qui traitera de « L'École moderne en Espagne et au Mexique », en évoquant José de Tapia (1896-1989), fondateur de l'imprimerie à l'école dans ces deux pays. La conférence sera accompagnée d'une vidéo de la TV mexicaine.

THONVILLE : 4<sup>e</sup> FESTIVAL ROCK & RÉGIONS

## Cap au sud pour un rock sans frontières

Des « régionalistes » fiers de causer dans leur langue et qui ne font pas des conférences de presse la gueule cagoulée dans l'attente de créer leur propre Etat, ça existe...

Véritable carrefour du rock en langues minoritaires ou moins répandues, le Festival Rock & Région, qui en est à sa quatrième édition, se frotte des frontières et se veut résolument anti-nationaliste, anti-raciste et anti-fasciste. L'édition 94 de ce festival tout à fait original s'est jouée en janvier dernier à guichets fermés. Un public de 500 personnes pour applaudir les Frioulans de Mitili FLK, les Bretons d'EV et les Lorrains de Tutti Futti, dont le chanteur Jo Nousse est à l'origine de ce Réseau Rock & Régions qui fait vivre depuis quelques années ce festival.

Pour ce quatrième festival qui aura lieu le samedi 14 janvier 1995, à 20 h 30, au Casino Municipal de Thionville (Moselle), le Réseau Rock & Régions a choisi de mettre le « cap au sud ». Trois groupes se partageront la scène pour faire entendre les langues dans les-

quelles ils ont choisi de s'exprimer. Au programme, Sawuri, un groupe de Mosellans burkinabés qui propose au public un reggae résolument optimiste, un message de paix et de solidarité chanté en français, en anglais, en dioula et en bwamou, deux dialectes du Burkina-Faso. La soirée se poursuivra avec les Grenoblois de La Strada, parfois définis comme « les guignols du rock ». En français et en italien, ils ne mâchent pas leurs mots et dénoncent les « bouffons » de la « *politocorrada* ». La Strada ne propose pas un rock figé mais plutôt une sorte de carnaval aux rythmes endiablés et aux textes qui causent d'humour et d'amour. « *On n'a pas fait l'armée, on ne voit pas pourquoi on enfilait un uniforme aux armes d'un rock précis* », aime à affirmer ces fils d'immigrés italiens et d'Afrique du Nord remarqués récemment aux Francopholies de La Rochelle, au Printemps de Bourges et aux Eurockéennes de Belfort. Pour terminer cette incursion au sud, le Réseau Rock & Régions est allé chercher au fin fond de la Catalogne une bande

d'excellents « minables ». Ça se dit *Pixamandurries* dans leur langue. Ils nous arrivent de Barcelone et Casavells avec du folk-punk festif et libertaire, et chantant dans leur langue mais également en arabe, en espagnol et en espéranto les vertus de l'insoumission.

Ce sont des langues pleines de soleil, des textes bourrés d'espoir et d'utopies et de musiques riches de différents accents qui marqueront l'édition 95 du Festival Rock & Régions. Un nouveau rendez-vous pour le rock qui joue à saute-mouton avec les frontières. ♦

PASCAL DIDIER

N.B. : Festival Rock & Régions, entrée : 50 F (sur réservation) ou 65 F (sur place). Renseignements et réservations au (16) 82.54.43.95. ou en écrivant au Réseau Rock & Régions, 17, rue de la Perdrix, 57100 Thionville.

### LA TOURNÉE DE PIXAMANDURRIES EN FRANCE

- 6 janvier : Bordeaux (Jimmy).
- 7 janvier : Montpellier ou Villefranche.
- 10 janvier : Grenoble (Entre-Pot).
- 14 janvier : Thionville (Casino Municipal).
- 15 janvier : Montreuil (Bar associatif, 33/35, rue François-Arago [métro Robespierre]).

### « Mots et Musiques » et Radio Libertaire présentent

MARC ROBINE

lundi 16 janvier  
20 h 30  
Théâtre Clavel  
3, rue Clavel  
(M<sup>o</sup> Pyrénées)  
75019 PARIS

Entrée : 80 et 100 F  
Réservations au :  
43.84.70.04

les clefs de la liberté, il lui fallait en plus quelque chose qui lui avait beaucoup manqué : le respect. Ce respect, nous sommes de ceux qui le lui ont donné sans concession, en toute égalité.

Maldy nous le rend au centuple : elle a tourné la page et nous livre en quelques poésies, quelques collages, quelques sculptures un témoignage sur sa révolte et sa lutte pour la dignité humaine.

Elle ne pouvait pas nous faire de plus beau cadeau.  
Merci Maldy. ♦

J.V.  
(gr. Albert-Camus - FA de Toulouse)

(1) *J'ai tourné la page* est en vente à la librairie du Monde Libertaire au prix de 80 F (+ 10% de frais de port). Également en vente auprès de l'Athénée libertaire Albert-Camus, 39, rue Peyrolières, 31000 Toulouse.

### RECUEIL D'ARTISTE

## « J'ai tourné la page »

Maldy Bonheur, éd. Accord

« Longtemps j'ai espéré que l'on comprenne ce que je ne pouvais pas dire.

Jusqu'au jour où mes cris dans le silence ont été écoutés.

Merci à ceux qui m'ont tendu la main. »

C'est sur ces mots que s'ouvre le recueil de textes, collages, peintures et sculptures de Maldy Bonheur (1).

Dire l'indicible, exprimer ce que « les mots n'étaient pas assez puissants pour transmettre », telle était l'impérieuse nécessité à laquelle Maldy était confrontée pour assurer une dignité chèrement reconquise.

Misère, viol, prostitution, cancer, la vie n'a pas été tendre avec Maldy. Il a fallu trouver la force de vivre quand même, puis la force de résister, puis la force de se révolter pour en finir avec tout ça.

Cette force Maldy l'avait en elle, Ferré, Prévert, Bakounine et bien d'autres lui avaient donné

### CALENDRIER « ITINÉRAIRE » 1995

À l'occasion de la sortie du n° 12 d'*Itinéraire*, consacré à Henry Poulaille et à la littérature prolétarienne, la revue vient de publier un calendrier pour l'année 1995 sur le même thème. Présenté sur 4 pages 21x29,7, en deux couleurs, son prix est de 20 F (+ 6,70 F de port). En vente à la librairie du Monde Libertaire ou à *Itinéraire*, 1 bis, rue Emilie, 77500 Chelles.

PHILIPPE VAL

## Les chroniques d'un voyageur indigné

On connaît beaucoup Philippe Val pour ses vingt-cinq ans de scène aux côtés de son complice Patrick Font. Un duo fou qu'on ne raconte plus et qui continue pourtant à nous étonner, à nous faire rire ou réagir. Ceux qui sont comme moi des fidèles lecteurs de *Charlie-Hebdo* ou des auditeurs de « Synergie », l'émission de Jean-Luc Hees sur France-Inter, savent aussi que Val est un plus qu'un simple chanteur. Le rédacteur en chef de *Charlie-Hebdo* écrit des éditoriaux de choc. Des chroniques qui — pour emprunter à l'auteur — vous scotchent. Comment ne pas être touché par l'analyse lucide, sensée et fine que Philippe Val fait chaque semaine de l'actualité délirante de cette foutue époque. Val est indigné par la saloperie et l'injustice et ça donne des chroniques justes qui frappent au bon endroit. C'est cette écriture de colère et d'émotion que les lecteurs retrouveront dans *Allez-y, vous n'en reviendrez pas* (1), recueil de ce que Val appelle ses « voyages immobiles à travers la barbarie, sa vie et son œuvre ». De l'Irak au Koweït, du Vatican à Hollywood, de Lourdes à l'ex-Yougoslavie, Philippe Val a promené son stylo dans les coins les plus infréquentables de la planète, et comme l'écrit Daniel Mermet (autre grand voyageur en modulation de fréquence) : « *Philippe Val voit le mal partout* ». Il y est question de tortures, de corruptions, de drogues, de trafics d'armes, de déchets radioactifs, de intégrismes, de massacres, enfin que de choses très humaines. C'est un sacré tour du monde que nous propose ici Val. Des chroniques à découvrir ou à redécouvrir. Vous n'en reviendrez — vraiment — pas... ♦

PASCAL DIDIER

(1) Philippe Val, *Allez-y, vous n'en reviendrez pas*, éditions du Cherche-Midi. En vente à la librairie du Monde Libertaire. En vente à la librairie du Monde Libertaire au prix de 98 F (+ 10% de frais de port).

## RENDEZ-VOUS

### CHÂTEAUX (INDRE)

Le groupe libertaire Louis-Lecoq est en formation sur Châteaoux et sa région. Pour le contacter, écrivez à : Rolland Hénault, BP 271, 36000 Châteaoux cedex.

### LILLE

Le Collectif « Art et Anarchie » (Lille - Nord) prépare le festival 1995 du même nom (troisième édition). Sans subvention ni publicité. Librement. Vous pouvez contacter le collectif en écrivant à Humeurs Noires, BP 79, 59370 Mons-en-Barœul, pour nous donner un coup de main financier (chèque à l'ordre d'ALDIR) ou de toute autre nature.

### POITIERS

Le mardi 10 janvier, à 20 h 30, salle Timbaud, Maison du Peuple, rue Saint-Paul, le groupe Berkman vous invite à une conférence intitulée : « FMI : la politique de l'inégalité », animée par René Berthier, auteur de *L'Occident et la guerre contre les Arabes* (éd. L'Harmattan).  
Groupe Berkman c/o ML Vienne, Le Bourg, 86800 Lavoux.

### SAINT-NAZAIRE

Le groupe libertaire Fernand-Pelloutier vous invite à un débat sur « Emile Masson, animateur de luttes paysannes et ouvrières, professeur de liberté, fédéraliste breton, dreyfusard et pacifiste », animé par Didier Giraud, le vendredi 27 janvier, à 20 h 30, à la Maison du Peuple, salle E, place Salvador-Allende.

À l'occasion de la période des fêtes, les éditions du Monde Libertaire vous proposent des lots de quelques uns de leurs titres. Vous bénéficiez de 50% de réduction pour pouvoir, dans notre période de paupérisation, encore offrir ou vous offrir quelques bons livres et bonnes brochures.  
Pour 100 F (+ 15 F de frais de port), vous pouvez choisir entre trois lots :

a) René Berthier (*Bakounine politique : révolution et contre-révolution en Europe centrale*) ; Gaston Leval (*L'Etat dans l'histoire*) ; Philippe Pelletier (*Super Yalta*).

b) Camillo Berneri (*Œuvres choisies*) ; Pierre-Joseph Proudhon (*De la capacité politique des classes ouvrières*, 2 vol.) ; Commission « Femmes » de la FA (*Avortement, contraception : on vous l'a déjà dit, on veut choisir !*) ; Les Anarchistes et l'Europe : analyse critique et propositions des anarchistes.

c) Yves Peyraut (*Radio Libertaire : la voix sans maître*) ; Mai 68 par eux-mêmes ; Maurice Joyeux (*L'Anarchie et la société moderne*) ; Larry Portis et Christiane Passevant (*La Main de fer en Palestine*).

# Le droit à l'avortement : histoire d'une lutte

**La loi Veil, légalisant la pratique de l'avortement, a vingt ans. Pour marquer le coup, le Monde libertaire vous propose une série de quatre articles, dont voici le premier faisant l'historique de la lutte, conduisant à cette législation.**

**J**ANVIER 1995 : voilà vingt ans que l'avortement est légalisé en France. Légalisé, donc encadré par la loi. En effet, l'interruption volontaire de grossesse (IVG) doit obligatoirement être pratiquée dans un établissement d'hospitalisation (hôpital ou clinique) et ceci dans la limite des dix premières semaines de grossesse. En outre, la loi oblige les mineures à requérir l'autorisation de l'un des parents et elle impose aux femmes étrangères un séjour « régulier » de trois mois minimum ; elle reconnaît au médecin et au personnel para-médical la possibilité d'invoquer la clause de conscience pour ne pas effectuer l'avortement. En 1975, quand la loi fut votée, aucun remboursement n'était prévu. Droit limité donc, d'autant que l'article 317 du Code pénal, qui réprimait l'avortement, restait en vigueur : la loi de 1920 n'était que suspendue dans le cadre de celle autorisant l'interruption de grossesse (1).

De tous temps, en tous lieux, les femmes qui ne voulaient — et ne pouvaient pas — aller au terme d'une grossesse, cherchaient tous les moyens pour avorter et même au péril de leur vie. C'est encore vrai dans les pays où l'avortement reste interdit ou inaccessible. En France, la répression légale date de 1920. Après la grande boucherie de 1914, la Chambre bleu horizon vote une loi qui interdit et réprime lourdement l'avortement et la contraception sauf dans les cas où la vie de la mère est en danger, en cas de viol et d'inceste. Il est prévu alors des peines de cinq

à dix ans de prison lorsque l'avortement est pratiqué sur autrui.

Depuis 1896, sous l'action de Paul Robin, un certain nombre d'anarchistes se retrouvaient dans le mouvement néo-malthusien, faisant une propagande active pour la maîtrise de la fécondité, tels que Eugène Humbert, Sébastien Faure, Victor Méric, Gabriel Giroud (le gendre de Robin) ou Mauricius. Ils tenaient des conférences, vendaient des moyens contraceptifs et distribuaient des tracts. Individualistes et amour-libristes, ils écrivaient de nombreux articles, surtout dans *l'Anarchie*, sinon ils remplissaient le « bloc-notes néo-malthusien » du *Libertaire* (2). Certains furent emprisonnés pour leur engagement.

Les peines furent encore aggravées sous Pétain : une femme monta sur l'échafaud pour avoir pratiqué des avortements. Après chacune des deux guerres mondiales, la loi se durcit car il faut faire des enfants pour combler les pertes humaines, mais aussi il faut que les femmes

**« ...les femmes, massivement, se sont levées pour exiger la liberté de l'avortement et de la contraception. »**

retournent à leur foyer dont elles s'étaient éloignées pour remplacer dans les usines les hommes partis au front. On valorise la famille, élément de lutte contre le « déclin de la France » et on organise la fête des mères. « *Sans enfants aujourd'hui, plus de France demain !* », est-il placardé sur les murs en 1920, relayé en 1940, par exemple, par « *Un ménage sans enfant : un couple à la dérive* ».

L'Espagne révolutionnaire avait vu quelque temps auparavant promulguer le droit à l'avortement et à la contraception ; c'était Federica Montseny, militante anarchiste, qui occupait le poste de ministre de la Santé.

En France, il faudra attendre la loi du 28 décembre 1967, dite loi Neuwirth pour que la contraception soit libéralisée. Les décrets d'application ne paraîtront qu'en 1972 et le remboursement de tous les contraceptifs prescrits sur ordonnance ne sera effectif qu'en décembre 1974.

Entre-temps, les femmes, massivement, se seront levées pour exiger la liberté de l'avortement et de la

contraception.

En août 1970, des femmes déposent une gerbe en hommage à la femme du soldat inconnu, « *encore plus inconnue que lui* ». C'est la naissance du Mouvement de libération des femmes (MLF), dont les prémisses étaient apparues au cours du joli mois de mai 1968 (la force du mouvement des femmes et du droit de choisir hérite aussi d'une revendication de liberté sexuelle bien présente en 68). En avril 1971, la presse publie le manifeste des « 343 salopes » qui déclarent avoir avorté. La question de l'avortement — et de sa liberté — est encore posée lors du procès de Bobigny, en 1972. Marie-Claire Chevalier, mineure ayant avorté, est relaxée. C'est la première fois en France. L'espoir peut naître alors dans la foule des manifestants qui accompagne le procès : celui d'un avenir sans répression de l'avortement. En 1973, est publié le manifeste des 331 médecins qui déclarent avoir pratiqué des avortements. En face, on trouve le Conseil de l'Ordre des médecins et l'association « Laissez-les vivre » du professeur Lejeune. Mais se crée le Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception (MLAC), qui regroupe de nombreux collectifs locaux dans toute la France. Ouvertement, les militants du MLAC (femmes et hommes) réaliseront eux-mêmes des avortements par la méthode Karman, méthode par aspiration, facile d'apprentissage et beaucoup moins agressive que les méthodes employées auparavant ; ils aideront aussi le départ à l'étranger (Grande-Bretagne et Pays-Bas) quand l'avortement ne pourra être pratiqué sur place. Les manifestations de rue et la pratique illégale mais publique et largement répandue obligeront le gouvernement de Giscard d'Estaing à concéder la loi du 17 janvier 1975, dite loi Veil, votée provisoirement — une première ! — pour cinq ans et qui fut reconduite le 31 décembre 1979. Simone Veil avouera que ce sera le seul moyen de remettre de l'ordre dans le chaos qui sévissait dans tout le pays.

A partir de 1975, il faudra encore moult occupations d'hôpitaux pour imposer la mise en place des centres d'interruption volontaire de grossesse. Et fin 1979, en prévision du vote définitif de la loi de 1975, de gigantesques manifestations seront organisées : 50 000 femmes le 6 octobre de Denfert-Rochereau au Champ-de-Mars ; encore 50 000 femmes et hommes le 24 novembre. Dès 1970, les revendications formulaient la liberté et la gratuité de l'avortement et de la contraception. La contraception ne sera gratuite que pour les mineures dans les centres de planification familiale,

et remboursée sur prescription médicale. Or, au gré de la mise sur le marché de nouvelles pilules, la moitié d'entre elles ne seront plus remboursées, car les fabricants sauront préférer les prix libres plutôt que ceux sous contrôle tarifaire de la Sécurité sociale. Quant à l'avortement, son remboursement n'est assuré que depuis la loi du 31 décembre 1992.

Ainsi, par la loi autorisant l'avortement, pourtant restrictive, une page de la vie des femmes a été tournée. Avant 1975, 500 à 800 000 avortements illégaux étaient pratiqués. Les femmes, qui n'avaient pas encore

à l'obligation de reproduction, c'est ouvrir le champ du plaisir, c'est aussi rompre avec une tradition religieuse qui voudrait encore régenter nos vies. Les vingt ans de la loi de 1975 seront une occasion de démontrer que nous sommes nombreux et nombreuses à défendre ce droit contre toutes les attaques dont il est l'objet. La liberté des femmes n'étend-elle pas celle des hommes à l'infini (3) ?

**HÉLÈNE HERNANDEZ**  
(gr. Pierre-Besnard - Paris)

**« Le droit des femmes à disposer de leur corps, à choisir leur maternité, constitue l'une des plus grandes conquêtes de ce siècle. »**

accès à la contraception, pouvaient subir plusieurs avortements au cours de leur vie, réalisés par des « faiseuses d'anges » avec des risques comme la septicémie, l'embolie, la perforation d'utérus, la stérilité... Les trafics financiers, dans les conditions clandestines, allaient bon train. Des le vote de la loi, les statistiques montrent une augmentation du nombre d'IVG jusqu'en 1983, liée à l'amélioration de la complétude de l'enregistrement puis ce nombre se stabilise autour de 160 000 par an.

Ainsi, au contraire de ce que les opposants à l'avortement pouvaient affirmer, la législation et le remboursement ont fait chuter le nombre d'IVG et ont réduit à quasiment zéro les risques : les salles de réanimation ont cessé de voir le défilé de femmes en détresse extrême tant physique que morale.

Oui, il s'agit de santé publique ! Le droit des femmes à disposer de leur corps, à choisir leur maternité, constitue l'une des plus grandes conquêtes de ce siècle. En finir avec la servitude de grossesses non désirées, ne plus associer la sexualité

(1) En décembre 1992, l'auto-avortement est dépenalisé. La pénalisation des médecins, elle, figure toujours dans le Code pénal : l'article 317 a été remplacé par l'article 223 et prévoit une peine de deux ans de prison au lieu de cinq ans.

(2) Jean Maitron, *Le Mouvement anarchiste en France*, éditions François Maspéro.

(3) C'était une des thèses du mouvement néo-malthusien. En revanche, je ne reprends pas à mon compte la théorie régénératrice de ce mouvement.

Nous poursuivrons la semaine prochaine par l'étude de la situation actuelle du droit à l'avortement et par la présentation des diverses initiatives prévues pour les vingt ans de ce droit.

**12 CARTES POSTALES « ITINÉRAIRE » (en noir et blanc)**  
**4 relatives aux écrivains prolétariens**  
**2 représentent Emma Goldman**  
**2 Pierre-Joseph Proudhon**  
**1 Voline, Makhno, Durruti et Domela Nieuwenhuis**  
**3 F l'unité**  
**(prévoir 15% de frais de port, avec un minimum de 2,80 F)**  
**A commander à : « Itinéraire »**  
**1 bis, rue Emilie, 77500 Chelles**  
**(en vente également à la librairie du Monde Libertaire)**

**PARIS**  
**28 JANVIER**  
**19 h 30**  
**AUDITORIUM**  
**des HALLES**

**Soirée organisée**  
**par la**  
**Coordination nationale**  
**des associations**  
**pour le droit**  
**à l'avortement**  
**et à la contraception**  
**(CADAC)**

**Témoignages,**  
**interventions, chansons**  
**et musique**

## SOMMAIRE

Page 1 : Exclus, aidez-vous vous-mêmes !, Agir ensemble contre le chômage... (suite p. 6), Algérie : l'histoire d'une révolution confisquée (suite p. 4).

Page 2 : La citoyenneté en colloque...

Page 3 : Parutions, Amies lectrices, amis lecteurs, A la petite semaine : Ma terre dolorosa, Une salle pour les athées, BD Gustav Landauer.

Page 4 : Algérie : l'histoire d'une révolution confisquée (suite de la « une »), Quid de l'EZLN ?

Page 5 : Le « nouveau fascisme » continué.

Page 6 : Agir ensemble contre le chômage... (suite de la « une »), Répression anti-syndicale à la Poste Paris 16 Passy, Associations.

Page 7 : Cap au sud pour un rock sans frontières, Les chroniques d'un voyageur indigné, « J'ai tourné la page », Rendez-vous FA, éditions du Monde Libertaire.

Page 8 : Le droit à l'avortement : histoire d'une lutte.